

RÉPONSE (AOÛT 2016) : QUESTIONNAIRE ANNUEL DE MISE A JOUR DES ENGAGEMENTS FP2020



GUINÉE

[HTTP://WWW.FAMILYPLANNING2020.ORG/GUINEE](http://www.familyplanning2020.org/guinee)

RÉPONSE : POLITIQUE ET ENGAGEMENTS POLITIQUES

- Le Plan PF a été finalisé en 2013 et n'a pu être diffusé pour raison d'absence de financement (il devrait être diffusé sous forme d'ateliers régionaux. Malgré tout il sert de référence pour toute planification en PF).
- La création d'une Division PF au sein de la Direction nationale santé familiale et de nutrition est en cours.
- Le code de l'enfant prend en compte de nos jours l'âge légal du mariage à 18 ans.

RÉPONSE : ENGAGEMENTS FINANCIERS

- Une ligne budgétaire est créée au Ministère des finances pour l'achat des 13 produits vitaux en SMI y compris les contraceptifs depuis 2015.

RÉPONSE : ENGAGEMENTS CONCERNANT LE PROGRAMME ET LES PRESTATIONS DE SERVICES

- La campagne PF est institutionnalisée depuis 2015 en Guinée.
- Depuis 2015, le Ministère de la santé en collaboration avec ses PTF (USAID, UNFPA) à travers leurs agences d'exécution ont intégré les méthodes de longue durée d'action dans plus de 15 districts de santé
Formation/Recyclage du personnel de toutes les formations sanitaires publiques (1117 prestataires) en TCMLDA/PF, PFPP/DIUPP et MLDA
 - Offre effective de services de MLDA dans 126 structures sanitaires
 - Introduction récente des MLDA dans 330 structures sanitaires
 - Mise en place base de données/Rapidpro: Formation de 700 gestionnaires et prestataires des centres de santé ; Achat et distribution de 700 téléphones et accessoires
 - Mise en place de l'apprentissage individualisé (AI) sur site en PFPP/DIUPP:
 - 16 sites: 8 à Conakry, 3 à Kissidougou, 1 à N'zérékoré et 4 à Kindia
 - 27 facilitateurs
 - 124 apprenants
 - 578 Causeries éducatives réalisées
 - 247 DIUPP insérés (Octobre 2015 – Mars 2016)

Un projet pilote de distribution du dépoprovéra a été initié dans la préfecture de Mandiana

- Institutionnalisation des campagnes PF :(Résultats 2015) 8008 FAP ont bénéficié de toutes les méthodes confondues dont 4912 implants, 682 DIU, 1369 dépo provéra;
- Nouvelles utilisatrices PF 2014-2015:
- 268 512 toutes méthodes confondues :13950 implants ; 6600 DIU ; 155 LT

Le gouvernement de la Guinée s'est engagé à recruter 2 000 travailleurs de la santé en 2014, à un coût de 3,5 millions de dollars américains :

- Contractualisation de 68 sages femmes pour les préfectures frontalières affectées par la MVE en 2015
- Contractualisation de 168 sages femmes pour les 33 préfectures de la Guinée en 2016. Ces sages femmes sont déjà déployées à l'intérieur du pays

- Un test de recrutement a été organisé de 2000 travailleurs de santé toutes catégories confondues en décembre 2015 le processus est en cours de finalisation à la fonction publique
- Toutes les 8 régions ont intégrées les services de PF adaptés aux jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive
- Contractualisation avec les ONG évoluant dans la santé sexuelle et reproductive (AGBEF, JHPIEGO) pour la mise en œuvre des formations ne SR/PF, la distribution des 13 produits vitaux y compris les contraceptifs avec la PCG (centrale d'achat des médicaments)
- Pour améliorer la gestion des données, le Gouvernement vient d'octroyer des ordinateurs portables à tous les chefs de centre de santé, les sous préfets et aux préfets. Un logiciel est en cours d'installation suivi de la formation des gestionnaires et prestataires de santé

RÉPONSE (JUILLET 2016) : QUESTIONNAIRE ANNUEL DE MISE A JOUR DES ENGAGEMENTS FP2020



GUINÉE

[HTTP://WWW.FAMILYPLANNING2020.ORG/GUINEE](http://www.familyplanning2020.org/guinee)

Le texte qui suit résume l'engagement pris par l'honorable Dr Mama Keita, alors Ministre de la Santé, au nom du gouvernement de la Guinée à la Conférence internationale sur la planification familiale, le 15 novembre 2013.

La Guinée s'engage à réduire les besoins non satisfaits de planification familiale de plus de la moitié d'ici à 2018 grâce à des mesures telles que l'amélioration de l'accès aux services de planification familiale grâce à des prestations de services communautaires, le recrutement d'un personnel de santé plus nombreux, et le financement du poste budgétaire relatif à l'achat de contraceptifs.

Objectifs

1. Augmentation du taux de prévalence de la contraception moderne (mCPR) qui passera de 7 % en 2013 à 22,1 % en 2018 (ce qui correspond à 252 000 femmes de 15 à 49 ans utilisant des méthodes modernes de contraception en 2013 contre 772 000 femmes en 2018).
2. Réduction du besoin non satisfait de planification familiale qui passera de 44 à 20 %.

Engagements financiers

La Guinée s'engage à allouer 743 493 dollars par an entre 2014 et 2018 pour l'achat de contraceptifs, soit 50 % du coût des produits contraceptifs. Le gouvernement s'engage également à renforcer les mécanismes de transparence et d'éligibilité ainsi qu'à rechercher d'autres types de ressources de planification familiale.

Politique et engagements politiques

Le gouvernement de la Guinée s'engage à finaliser et à diffuser le plan national visant à accélérer les progrès en matière de planification familiale avant le 31 décembre 2013. Il s'engage également à renforcer les instruments institutionnels pour établir des politiques et des structures qui accélèrent efficacement les progrès en matière de planification familiale. En particulier, la Guinée s'engage à institutionnaliser la Campagne nationale en faveur des services de planification familiale et à améliorer le statut institutionnel de la planification familiale en créant une Division de la planification familiale au sein de la Direction nationale de la santé familiale et de la nutrition. Le gouvernement s'engage également à faire respecter d'ici 2018 l'âge légal du mariage de 18 ans conformément au Code de l'enfance.

Engagements concernant le programme et les prestations de services

Le gouvernement s'engage à améliorer l'accès des populations locales à toutes les méthodes de planification familiale grâce à la prestation de services communautaires et à l'augmentation de la couverture des services en prenant en compte le secteur privé et les structures de la société civile dans la fourniture de services de planification familiale. Le gouvernement s'engage à intégrer les services de santé sexuelle et reproductive des jeunes dans les services de base des structures de santé dans deux à huit régions administratives d'ici 2018.